

L'économie italienne sous pression politique

L'inflation et les incertitudes électorales affaiblissent la troisième économie de la zone euro

Lorsqu'il parle de son pays, Luigi Consiglio se montre toujours intarissable. Et surtout très fier : « Les crises politiques ? Le Covid ? Aucun problème : le tissu industriel italien est parmi les plus forts au monde, rien ne peut le mettre à genoux », vante cet entrepreneur, président de GEA, un cabinet milanais soutenant les PME italiennes dans leur développement à l'international. Depuis quelques semaines, pourtant, sa confiance vacille. Nombre d'entreprises familiales faisant la force du Nord industriel ont de plus en plus de mal à faire face à la flambée des prix de l'énergie. « Certaines sont à court de cash pour payer les factures, c'est très inquiétant », confie-t-il, soudain sombre.

Il n'est pas le seul. « Entre la baisse du marché russe, le bond des prix et les perturbations logistiques liées aux confinements chinois, notre territoire est pénalisé et en proie au doute », déplore Giovanni Dini, de la Confédération nationale de l'artisanat de la région des Marches, riche en petites entreprises œuvrant dans la mode, la production mécanique et la transformation agroalimentaire. « Nous sommes confrontés à un séisme économique », s'est alarmé Carlo Bonomi, le patron de la Confindustria, le Medef italien, le 1^{er} septembre, sur la radio italienne RTL 102.5. Avant de mettre en garde : « Nous ne pouvons pas attendre deux mois, le temps que cela devrait prendre pour que nous ayons un nouveau gouvernement ».

Après la démission le 21 juillet de Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) qui avait réuni un gouvernement de « grande coalition » en février 2021, les Italiens se rendent aux urnes le 25 septembre pour renouveler leur Parlement. « Le résultat du scrutin fait peu de doute : le parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, porté par Giorgia Meloni, devrait arriver en tête », pronostique Marcos Carias, économiste zone euro chez Coface. Cette formation devrait être en mesure de former une coalition avec la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini et Forza Italia (droite libérale) de Silvio Berlusconi. « La parenthèse Mario Draghi se referme, et cela aura de lourdes conséquences sur l'économie », estime Franco Pavoncello, professeur de sciences politiques à l'université John Cabot, à Rome.

A y regarder de près, l'Italie a pourtant, en dépit des difficultés

Une femme affiche des factures énergétiques sur les vitres de son bar, à Milan, le 9 septembre. Sur un an, la hausse est de plus de 392 %.

PIERO CRUCIATTI/
ANADOLU AGENCY
VIA AFP



essuyées par les entreprises, plutôt bien résisté à la crise énergétique – du moins, jusqu'ici. Au deuxième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) a ainsi progressé de 1,1 %, contre respectivement 0,5 % et 0,1 % seulement en France et en Allemagne. La consommation a même bondi de 2,6 %.

Quid des réformes en cours ?

Cette bonne tenue tient en partie aux mesures déployées pour aider les ménages face à la crise énergétique, de l'ordre de 50 milliards d'euros, soit 2,8 % du PIB : réduction de 30 centimes des taxes par litre de carburant, baisse à 5 % de la TVA sur le gaz, crédits d'impôt pour les PME les plus touchées... Mais aussi au plan de relance européen, dont l'Italie est le principal bénéficiaire, à hauteur de 191,5 milliards d'euros. Le gouvernement Draghi a en outre déployé une diplomatie gazière offensive pour diversifier les sources d'approvisionnement avant l'hiver, notamment auprès de l'Algérie et du Qatar. « Mais ces effets

« La parenthèse Mario Draghi se referme, et cela aura de lourdes conséquences »

FRANCO PAVONCELLO
professeur de sciences politiques à l'université John Cabot, à Rome

d'entraînement devraient s'essouffler sur la seconde partie de l'année, où la croissance devrait être quasi nulle, et plus encore en 2023 », s'inquiète Nicola Nobile, chez Oxford Economics, à Milan.

Surtout, le pays se trouve confronté à une question vertigineuse : le prochain gouvernement poursuivra-t-il les ambitieuses réformes commencées par Mario Draghi ? « Si elles sont menées à bout, ces dernières pourraient regonfler la croissance de long terme du pays, actuellement très basse », résume Alberto Rizzi,

du bureau romain du Conseil européen des relations internationales, un groupe de réflexion. En particulier celles visant à améliorer le fonctionnement de l'administration et de la justice, et à renforcer la transparence des marchés publics. « Il faudra une force de conviction et une capacité à résister aux lobbys à toute épreuve pour être capable d'approfondir ces mesures, et l'on peut douter que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, en fasse preuve », estime Nicola Nobile.

Comme beaucoup, il redoute que les maux structurels minant l'économie italienne depuis près de trente ans continuent de peser sur la croissance et la capacité à innover du pays. A commencer par le fossé entre le Nord, industriel et riche, et le Sud, le Mezzogiorno, où se concentrent la pauvreté et les difficultés. Illustration : le taux d'activité des hommes dépasse les 74 % dans le Nord, contre 56 % dans le Sud, et celui des femmes 59 %, contre 32,5 %. S'ajoute à cela le verti-

gineux déclin démographique, fruit de l'immigration des jeunes et de l'effondrement des naissances : fin 2020, le pays recensait 59,2 millions d'habitants, soit 0,7 % de moins (soit 405 275 personnes) qu'en 2019.

« Cette tendance inquiétante va bientôt réduire la faille de la population en âge de travailler et peser sur la croissance », résume Lorenzo Codogno, professeur invité à l'école d'économie de Londres, également préoccupé par la faible productivité et la taille conséquente de la dette publique, dépassant les 150 % du PIB.

Achats de dettes publiques

Rome peut certes compter, pour l'instant, sur l'arme anti-fragmentation déployée par la Banque centrale européenne en juillet. Celle-ci consiste en des achats de dettes publiques de pays de la zone euro voyant leurs coûts d'emprunt grimper de façon vertigineuse sans qu'ils en soient responsables – c'est-à-dire à cause de la spéculation. « Mais

cet outil est conditionné à la poursuite d'efforts et de réformes structurelles pour améliorer les perspectives économiques, tels que la Commission européenne l'entend », poursuit Marcos Carias.

Si Giorgia Meloni, soucieuse d'établir sa légitimité à diriger le pays, a largement adouci son discours eurosceptique ces dernières semaines, elle continue néanmoins d'affirmer qu'elle désire voir les priorités du plan de relance européen appliqué en Italie. « Cela pourrait inquiéter les marchés et surtout, échauder les autres capitales, dont le soutien est nécessaire pour poursuivre la solidarité budgétaire européenne post-Covid », redoute Franco Pavoncello. « L'Italie risque en outre de renouer avec l'instabilité politique dont elle est coutumière, où le premier ministre change tous les ans », ajoute Marcos Carias. Ce qui serait synonyme d'ingouvernabilité, et d'une dégradation des perspectives tant économiques que sociales du pays. ■

MARIE CHARREL

La colossale dette publique transalpine inquiète les marchés

Les taux d'emprunt du pays sont scrutés de près par les investisseurs, soucieux de ne pas revivre une crise de la dette en Europe

À chaque élection de l'autre côté des Alpes, la même inquiétude. Celle de voir un gouvernement réticent à appliquer les règles européennes ou prompt à laisser filer les déficits prendre le pouvoir. Celle d'un scénario où l'imposante dette publique du pays, qui dépasse les 150 % du produit intérieur brut (PIB), soit prise pour cible par les spéculateurs et entraîne la zone euro dans une crise des dettes comparable à celle de 2010-2012.

Aujourd'hui, la possibilité de voir un gouvernement de coalition entre Fratelli d'Italia (extrême droite) de Giorgia Meloni, la Ligue (anti-immigration) de Matteo Salvini et Forza Italia (droite libérale) de Silvio Berlusconi inquiète marchés et observateurs européens. L'écart entre les taux allemands à

dix ans, considérés comme sûrs, et ceux de l'Italie (le spread, considéré comme le baromètre du risque par les investisseurs) évoluait autour de 230 points de base, le 22 septembre, contre 130 points début 2022. A l'été 2018, lorsque la Ligue et le Mouvement 5 étoiles (antisystème) de Luigi Di Maio avaient entamé un bras de fer avec Bruxelles sur les finances publiques, il avait flambé à près de 300 points de bases.

En 2011, au cœur de la crise des dettes de la zone euro, il avait atteint 575 points. Face aux incertitudes liées à la remontée des taux de la Banque centrale européenne (BCE) et la possibilité de voir une coalition droite-extrême droite diriger le pays après les élections du 25 septembre, des fonds spéculatifs se sont déchainés contre

Rome. Selon les données de S&P Global Market Intelligence, la valeur des obligations italiennes empruntées par les investisseurs pour parier sur la baisse de leur prix a atteint, en août, son plus haut niveau depuis janvier 2008, à hauteur de 39 milliards d'euros.

Série de pare-feu

Cela signifie-t-il que le pays et la zone euro sont au seuil d'une nouvelle crise des dettes ? « La situation est préoccupante, mais nous n'en sommes pas là », estime Gilles Moëc, chef économiste du groupe Axa. Le système bancaire italien est bien plus sain qu'il y a quinze ans, et le niveau de la charge de la dette est tombé à 3,5 % du PIB, contre près de 6 % en 2007. Surtout : la zone euro s'est, depuis, dotée d'une série de pare-feu desti-

nés à éviter une telle crise. Dernier en date : l'outil anti-fragmentation de la BCE (l'instrument de protection de la transmission), grâce auquel la banque centrale peut acheter les dettes d'un pays dont les coûts d'emprunt s'envolent de façon injustifiée – et, ainsi couper court à toute flambée spéculative.

Mais voilà, les pare-feu de la BCE ne peuvent être déployés que si le pays suit les règles du jeu européen, notamment en matière de réformes. « Meloni a adouci son discours d'opposition à l'Union européenne pour asseoir sa légitimité auprès de Bruxelles, mais pas sûr qu'en cas de victoire, ses alliés, comme Matteo Salvini, soient sur la même position, analyse Franco Pavoncello, professeur de sciences politiques à l'université John Cabot, à Rome. La personne qui sera

choisie pour diriger le ministère de l'économie révélera la ligne du futur gouvernement en la matière. »

Si cette dernière était jugée « bruxello-compatible », les investisseurs pourraient accorder le bénéfice du doute au gouvernement, et le spread pourrait se détendre, estiment les économistes d'ING. Tout en soulignant que le répit pourrait tourner court. Car la crise énergétique nécessitera sûrement de nouvelles dépenses pour soutenir ménages et PME, susceptibles de faire gonfler le déficit, estimé à 5,6 % du PIB pour 2022. « Draghi [le président du conseil, démissionnaire] avait entamé un redressement des comptes publics, notamment avec de nouvelles rentrées fiscales, rappelle Alberto Rizzi, du bureau romain du Conseil européen des relations in-

ternationales. Son successeur aura du mal à suivre le même chemin. »

D'autant que les principaux partis de droite proposent une baisse de l'impôt sur le revenu et des cotisations patronales, qui pourrait réduire les revenus de l'Etat. Les taux d'emprunt italiens à dix ans dépassent aujourd'hui les 4 % – du jamais-vu depuis 2014 –, contre guère plus de 1,3 % en début d'année. Même si le pays échappe à une bouffée spéculative, des taux restant à ce niveau ces prochaines années renchériront progressivement le coût de la dette, limitant les marges de manœuvre budgétaires du pays. « Le niveau de l'endettement italien va rester l'éléphant au milieu de la pièce, pour Rome comme pour Bruxelles », résume un diplomate européen. ■

M. C.